Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech et la situation en Syrie, à Antalya le 16 novembre 2015.

2015-11-16

Q - Vous êtes au G20 où les plus grandes puissances du monde sont réunies. On a vu hier Barack Obama et Vladimir Poutine se parler en tête-à-tête pendant plus d'une demi-heure. Peut-on penser que désormais, Américains, Européens et Russes vont agir ensemble, bombarder ensemble Daech ?

R - Oui, je suis au G20 où François Hollande m'a demandé, pour des raisons évidentes de le remplacer. Il y a les réunions officielles, avec les vingt États membres, et puis il y a toute une série d'à-côtés . Il y a eu, en particulier, un à-côté entre le président américain et le président russe. Je ne sais pas exactement ce qu'ils se sont dit mais ce qu'il faut avoir à l'esprit c'est que - je sais qu'ils ont parlé de la Syrie - et même si c'est passé un peu inaperçu, samedi dernier à Vienne, nous nous sommes mis d'accord sur un plan en ce qui concerne la Syrie. Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous nous sommes mis d'accord. Quand je dis «nous», ce sont les pays européens, les pays arabes, l'Iran, la Russie aussi.

Nous nous sommes mis d'accord sur l'objectif d'un cessez-le-feu, la constitution d'un gouvernement provisoire, d'un gouvernement d'union et de transition, pour aller vers un changement de Constitution et des élections. D'après ce que je peux savoir, c'est cela qui a été repris par le président russe et le président américain hier. Mais le fait qu'ils se parlent est toujours une bonne chose et ces G20 servent d'ailleurs beaucoup à cela.

Ce qui m'a frappé surtout, dans toute la réunion d'hier, c'est que tout a été dominé par les attentats en France et par la lutte contre le terrorisme. D'abord, ils sont tous venus vers moi spécialement pour me dire - et ce ne sont pas des formules creuses - leur soutien au peuple français, leurs condoléances, leur solidarité avec le président français. Dans les thèmes que nous avons abordés, que ce soit le thème du climat, que ce soit le thème économique, que ce soit le thème proprement dit du terrorisme, tout était dominé par ce qui s'est passé en France vendredi.

Q - Peut-on dire que désormais, les Russes travaillent en parfaite concertation avec nous et avec les Américains ?

R - Oui, il y a une concertation qui porte essentiellement sur les formes d'attaques en Syrie. Étant donné qu'il y a des avions dans le ciel qui appartiennent, soit aux Russes et aux Syriens, soit à la coalition internationale, il faut évidemment échanger les informations.

Il y a aussi une concertation sur le point de savoir quel est le plan pour parvenir à trouver une solution politique en Syrie, car même s'il faut des actions militaires - on en a mené une forte hier -, il faut avoir une solution politique. Là où il n'y a pas encore d'accord, c'est pour savoir ce qu'il advient de Bachar al-Assad. Il y a en gros trois positions :

- Les Iraniens disent qu'il faut, quoiqu'il arrive, que M. Bachar al-Assad reste au pouvoir : «c'est lui que nous soutenons» ;

- La position qui est la nôtre et celle de la grande majorité des États concernés indique qu'il peut y avoir des étapes, mais au bout du compte, ce ne sera pas M. Bachar al-Assad parce que si on veut unir la Syrie, ce n'est pas sous son commandement étant donné tout le mal qu'il a fait ;

- Quant aux Russes, ils disent que d'une part ils ne sont pas - c'est leur expression - mariés avec Bachar mais qu'il faut que ce soit, le moment venu, les Syriens qui décident.

C'est la raison pour laquelle ces conversations qui ont abouti à Vienne et qui ont été reprises hier à Antalya sont importantes.

Q - La question de Bachar al-Assad n'est-elle pas à mettre entre parenthèses pour permettre au processus politique d'avancer, en se disant qu'on verra bien ensuite ce qui se produit ?

R - C'est un peu ce qui est en train de se faire - non pas mettre entre parenthèses - parce que c'est lui qui actuellement gouverne la Syrie et s'il n'y a pas d'unité en Syrie, c'est parce qu'il pourchasse les opposants modérés. On ne peut donc pas faire comme si la question n'existait pas. Mais nous avons décidé, sous le contrôle de l'ONU et du conseil de sécurité des Nations unies où siègent à titre permanent les Français, qu'il fallait avancer ; cela je vous le confirme.

Il y aura des rencontres au sein-même de l'opposition pour tenter d'unir ce mouvement, avec la tentative de bâtir un gouvernement d'union nationale. C'est l'ONU qui doit aller dans ce sens et, si tout cela prospère, il y aura un cessez-le-feu, une préparation de la Constitution, et puis des élections présidentielles nouvelles dans 18 mois.

Je vous confirme que tout cela a été acté à Vienne samedi dernier.

Q - On parle beaucoup de la nécessité d'aller au sol pour combattre Daech, va-t-on armer, comme le réclame la France depuis longtemps, l'opposition modérée ? Y a-t-il un accord sur ce point ?

R - En ce qui nous concerne - nous c'est la coalition internationale -, nous apportons des soutiens à l'armée que l'on appelle «armée syrienne libre» parce que ce sont des Syriens et il faut qu'ils soient au sol. La question qui est posée, c'est : faut-il qu'il y ait des troupes étrangères au sol ? La réponse est négative parce que toutes les expériences précédentes, que ce soit l'Irak ou d'autres pays, montrent que très vite, ces troupes deviendraient des forces d'occupation et cela aboutirait au résultat inverse de ce que l'on souhaite obtenir.

En revanche, ce qui est exact, c'est qu'il y a ce que l'on appelle des forces spéciales qui guident les avions et qui peuvent être des conseillers.

Q - Des forces spéciales françaises ?

R - Non, il y a des forces spéciales américaines qui ont été annoncées, il n'y a pas de forces françaises au sol.

Q - Y a-t-il vraiment une opposition modérée en Syrie que l'on peut armer ? Désormais, les alliés de la France, les États-Unis, voire les Russes sont-ils prêts à armer cette opposition ?

R - C'est ce qui se fait déjà. Bien sûr qu'il y a une opposition modérée. Il y a, d'une part Bachar al-Assad, d'autre part Daech et d'autres groupes terroristes recensés comme tels et, heureusement, il y a une opposition modérée de gens qui veulent à la fois se débarrasser de Daech et en même temps bâtir une Syrie libre, une Syrie unie, une Syrie où chacun voit reconnaître ses droits. D'ores et déjà, cette armée syrienne libre - on parle de plusieurs dizaines de milliers de personnes - reçoit des soutiens. Lorsque telle ou telle ville est reconquise par rapport à Daech, cela ne se fait pas par l'opération du Saint-Esprit. Ce sont des gens qui sont au sol et ce sont des Syriens.

Q - Le G20 c'est l'économie. Des mesures ont-elles été prises pour assécher les sources de financement de Daech ?

R - A l'origine, le G20 c'était l'économie mais ce n'est plus seulement cela.

En ce qui concerne l'aspect financier, un communiqué sera publié à la fin de la matinée, communiqué sur lequel nous avions travaillé précédemment mais qui a encore plus d'actualité dans le contexte présent où des mesures sont prises, notamment à travers ce que l'on appelle le GAFI, c'est-à-dire une autorité qui peut contrôler les mouvements financiers et aussi des dispositions pour lutter contre les combattants étrangers.

Mais ce qui concerne le terrorisme était présent partout et, notamment, dans la discussion difficile que l'on a eu sur le climat. J'ai en effet refusé le texte qui nous était présenté qui n'était pas suffisamment substantiel à quelques jours de la COP21. Il a été retravaillé et je pense qu'un autre texte sera adopté à midi.

J'ai entendu tous les chefs d'État et de gouvernement dire qu'ils avaient prévu de venir à Paris le 30 novembre et qu'ils viendraient d'autant plus que ces attentats sont faits pour nous décourager. Il faut donc manifester notre présence en étant physiquement là - en tout cas au début de la Conférence - et il faut que l'on réussisse cette Conférence parce qu'au fond, même si ce sont des sujets très différents, parmi les principaux défis du XXIe siècle, il y a la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le changement climatique. C'est très différent mais ce sont deux défis majeurs de notre siècle.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 23 novembre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196922-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du